

INSPECTION GENERALE DE L'EDUCATION NATIONALE

Jean-Pierre Obin

Contribution au rapport national sur la violence à l'école

(Rapporteur Georges Fotinos, 1994)

Note sur le collège Valdo de Vaulx-en-Velin (académie de Lyon)

J'ai choisi par hasard le collège Valdo parmi quatre ou cinq établissements que les indicateurs départementaux de l'inspection académique du Rhône désignaient comme ayant vu un fort développement des phénomènes sensibles ces dernières années.

Je m'y suis rendu accompagné de M. Prochazka, ancien principal du collège voisin des Noirettes, proviseur depuis la rentrée dernière à Saint Etienne.

Lorsque j'ai demandé à Mme Chaduiron, principale, de bien vouloir m'exposer deux cas qui lui paraissaient exemplaires des phénomènes de violence ou d'agressivité vécus par le collège, je ne m'attendais aucunement à être l'auditeur du récit que je rapporte en étude de cas n°1. Il ne m'incombait pas de vérifier les faits rapportés qui se sont déroulés à l'extérieur du collège et dont la principale n'a pas été directement témoin. Je me fie donc ici à ses propos, qui ont été confirmés et appuyés, tout au long de l'entretien, par M. Prochazka, qui a vécu les mêmes événements, également comme principal à Vaulx-en-Velin.

Le collège Valdo ressemble à un établissement "normal". Bien tenu, propre, situé dans un cadre urbain immédiat somme toute agréable. Il a été jusque ces derniers temps le plus "côté" de la commune. J'en suis sorti cependant un peu "sonné". L'horreur banalisée, le développement extrêmement rapide d'une sorte de gangrène sociale, l'impréparation évidente de beaucoup d'acteurs de terrain notamment parmi les enseignants et les policiers, l'inadaptation des dispositions les plus récentes pour faire face à ces évolutions, l'irresponsabilité, et la lâcheté aussi, du comportement de certains responsables éducatifs et policiers, tout cela saute aux yeux. On a l'impression d'une machine folle qui s'emballe, d'une digue qui cède, dont quelques courageux responsables cherchent à colmater les fuites. Jusqu'à quand va-t-elle tenir au train où vont les choses ?

Dans ce contexte, on est rempli d'admiration devant la lucidité, la force de caractère et le courage d'une principale comme Mme Chaduiron. Mais on sait bien que tous n'ont pas la même force d'âme et la même conviction morale. M. Prochazka, qui connaît son affaire, cite tel ou tel établissement de la banlieue Est de Lyon où on laisse les choses aller à vau-l'eau. Dans ces établissements, peut-on encore établir une séparation nette entre un "extérieur" socialement pathogène et un "intérieur" sain qui doit être protégé ? Englués dans les maux de la société urbaine, certains établissements scolaires, dont les responsables faillissent ou démissionnent, ne deviennent-ils pas aujourd'hui des lieux qui contribuent à augmenter la haine, la peur et la violence ?

ETUDE DE CAS N° 1 : LE LYNCHAGE

LES FAITS

Ils se déroulent le soir du 7 juin 1993, dans le quartier voisin des Verchères, un quartier déserté par la police, qui ne s'y risque plus que lors de spectaculaires opérations "coup de poing". La population y est essentiellement d'origine maghrébine. Ce jour-là il fait très chaud, la population est dans la rue ou aux fenêtres. Un habitant - originaire du sud-est asiatique, père de famille - assiste à la tentative d'effraction ou de vol de son véhicule. Il descend et intervient. Il est sauvagement pris à partie par de très nombreux jeunes sous les yeux de la population du quartier. Personne n'intervient pour le protéger. Il décède quelques heures plus tard de ses blessures.

Le lendemain une soixantaine de jeunes du quartier sont interpellés par la police, y compris dans certains établissements scolaires. Au collège Valdo de cinq à dix élèves semble-t-il sont interrogés. Il est impossible de savoir précisément combien et qui, la police et les familles refusant toute information. Le 8 à 9h45, sans avertir la principale, des policiers se présentent au collège pour interpellé deux élèves de 5ème. Ceux-ci sont prévenus par d'autres élèves et parviennent à s'enfuir. Ils sont finalement interpellés dans le quartier et gardés à vue deux jours au commissariat.

La principale prend l'initiative de téléphoner à tous les parents d'élèves absents ces jours-là, pour avoir des informations (en général refusées) et leur demander d'accompagner leur enfant à leur retour au collège afin d'éviter tout incident.

Mais le 10, des incidents se produisent, les deux élèves gardés à vue, libérés, "jouent les vedettes" en classe, sont accueillis en héros par leurs camarades, prennent à partie un surveillant et le conseiller d'éducation accusés de les avoir dénoncés. L'établissement est déstabilisé, les élèves prennent le parti des deux jeunes appréhendés en n'hésitant pas à justifier le meurtre sur une base raciste : "Ce n'était qu'un jaune", "Il l'avait bien cherché", etc. La principale envisage un moment de fermer l'établissement faute de pouvoir maîtriser la situation. Le directeur de cabinet du recteur lui téléphone pour lui demander de calmer le jeu en tentant de la dissuader de prendre des mesures disciplinaires qui pourraient relancer l'agitation dans le quartier : "Dites-leur que c'était un asiatique" se croit-il bon de conseiller... Finalement elle parvient à reprendre les choses en mains : les délégués sont réunis, on discute. Un homme, un père de famille a été assassiné, c'est un crime, odieux, et il doit être puni. La couleur de la peau, l'origine culturelle ne change rien à cela... Quelques professeurs en parlent aussi en cours. Puis deux conseils de disciplines sont réunis et prononcent deux exclusions définitives. Devant la démission du rectorat et de l'inspection d'académie, des établissements d'accueil sont trouvés directement par la principale. Un élève sera exclu de nouveau trois mois après la rentrée, l'autre quittera de lui-même son nouveau collège au bout de six mois.

Sur le plan pénal, l'affaire est peu après "classée sans suite par manque d'information"... Sur le plan policier, la direction départementale des polices urbaines, apostrophée sur les comportements de son commissariat local, exprime téléphoniquement ses regrets à la principale.

COMMENTAIRES

Les séquelles de ces événements sur l'établissement se font toujours profondément sentir. Pour les élèves, il est clair qu'on peut tuer à l'extérieur du collège, sans que cela n'ait d'autres conséquences que d'être interrogé par la police, mais qu'on est condamné à l'intérieur pour une simple insulte. Il n'y a plus de repères possibles, la justice de l'établissement est ressentie comme une injustice. D'ailleurs la vraie justice n'est-elle pas celle qu'on se fait soi-même, ou pire, celle de la foule ?

Pour les professeurs, la violence extérieure est durablement entrée à l'intérieur. Ils ont en face d'eux des élèves qui sont peut-être des meurtriers impunis. Ils ont peur, et les élèves interprètent cette peur comme de la haine à leur égard ; ce qui n'est pas forcément faux car cette peur s'extériorise de plus en plus ouvertement chez certains professeurs par du racisme anti-maghrébin.

Pour l'établissement, qui était considéré jusque-là comme le meilleur de la commune, c'est une

régression de l'image et une baisse de son attractivité. Il est devenu un collège "comme les autres". Des familles de plus en plus nombreuses tentent de protéger leurs enfants en demandant une dérogation pour une autre commune, ou en choisissant l'enseignement privé. Le refuge dans la religion musulmane et l'intégrisme semblent aussi parmi les conséquences directes de cette dégradation : depuis la rentrée de 1993 un groupe de jeunes filles de 6ème fait régulièrement le siège de la principale pour être autorisées à porter le voile islamique.

On n'évoquera pas la déstabilisation personnelle des membres de l'équipe de direction, laissés seuls pour gérer cette affaire lamentable. Mme Chaduiron demandera sa mutation pour le CNDP et obtiendra à la rentrée de 1994 la direction d'un CDDP dans une autre académie.

ETUDE DE CAS N°2 : LES VOITURES DES ENSEIGNANTS

LES FAITS

Le 14 janvier 1994, la lunette arrière de la voiture d'une enseignante est brisée sur le parking de l'immeuble situé en face du collège. Ce professeur est nouvellement nommé et c'est sa première année dans l'éducation nationale en tant que titulaire. Elle est en délégation ministérielle (et donc non volontaire pour le collège).

Accompagnée au commissariat, elle dépose plainte. On s'aperçoit très vite que des élèves connaissent l'incident, en particulier ceux d'une classe de cinquième qui font des allusions provocatrices à ce professeur pour l'intimider. Une enquête interne est menée immédiatement par la principale. Le lendemain, le nom de quatre élèves désignés par certains de leurs camarades comme étant les auteurs du méfait, sont transmis à la police.

Dans la quinzaine qui suit, d'autres véhicules appartenant à des enseignantes sont endommagés. Le harcèlement du professeur (menaces d'élèves de s'en prendre de nouveau à sa voiture) continue. Afin de le faire cesser, les quatre élèves sont convoqués par le chef d'établissement qui les avertit des soupçons transmis à la police et des peines encourues.

A la demande de réunion de conseils de discipline faite par certains professeurs, la principale répond qu'elle attend les conclusions de l'enquête de police. De fait, aucune enquête n'est diligentée et, après plusieurs dérobades, le commissaire finit par accepter de participer à une réunion au collège avec les professeurs. Cette réunion se tient le 21 février. Le commissaire y tient un discours "lénifiant et démagogique" selon les termes de la principale. Il promet sécurité, protection, des îlotiers et le traitement de toutes les plaintes y compris pour insultes.

Fin mars, aucun îlotier n'a été aperçu et aucun élève entendu. Ceux-ci n'ont pas le triomphe modeste : ils parquent en héros auprès de leurs camarades, fiers de leur impunité.

La principale, de guerre lasse, décide d'en finir seule. Elle rassemble des témoignages écrits, y confronte les élèves soupçonnés, qui passent aux aveux par écrit, puis transmet ces aveux à la police, qui entendra les élèves le 1er Avril, ainsi qu'au Parquet des mineurs. De son côté, elle convoque des conseils de discipline, qui prononcent quatre exclusions dont trois définitives. Sur ces trois élèves, à la date du 26 Mai 1994, jour de mon entretien avec la principale, un seul élève avait été accueilli par un autre collège, les deux autres étaient de fait déscolarisés, faute d'action de l'inspection d'académie.

COMMENTAIRES

Interrogés sur leur raison de s'en prendre aux biens de leur professeur, les élèves l'ont justifié en déclarant simplement qu'elle les "énervait". Cette motivation, de même qu'une sorte d'assurance d'impunité proviennent sans doute des comportements qui se développent dans certains quartiers où l'état de droit tend à disparaître. La police en particulier apparaît à Vaulx-en-Velin comme particulièrement velléitaire, voire irresponsable, conjuguant un discours du "tout répressif" avec la peur de la répression, sauf lors des "opérations coup de poing" opérées par des compagnies de CRS. Les services académiques de l'éducation nationale participent quant à eux au développement des attitudes de violence en encourageant les chefs d'établissement à ne plus réunir de conseil de discipline. L'inspection académique du Rhône en particulier semble avoir décidé de ne jamais imposer à un collège un élève exclu.

Les principaux sont donc laissés à eux-mêmes et placés dans une situation impossible. S'ils excluent certains élèves ils doivent eux-mêmes leur trouver un accueil ou négocier des "échanges" avec des établissements voisins, parfois en dissimulant la gravité des faits pour ne pas décourager leurs collègues ; s'ils choisissent de "laisser faire", ou de prononcer des sanctions non dissuasives en n'appliquant pas le règlement intérieur, ils participent directement au sentiment d'impunité et au développement de la violence, en particulier en favorisant l'éclosion de "petits chefs" et la constitution de bandes qui opèrent alors, puis "font la loi" directement au sein de l'établissement scolaire.